ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου **1949** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **295**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νομοθετικὰ Διατάγματα

Ν. Δ. 1279. Περὶ κυρώσεως τοῦ ὑπογραφέντος παρὰ τῆς Ἑλλάδος τῇ 9ῃ Δεκεμβρίου 1948 Πρωτοκόλλου τοῦ τροποποιοῦντος τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν «περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν» τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 14ην Δεκεμβρίου 1928. 1

Ν. Δ. 1282. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τῇ 1)10)48 ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Διεθνοῦς Ταμείου Ἐπειγούσης Περιθάλψεως τοῦ Παιδιοῦ, τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ τῆς Δανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος. 2

Ν. Δ. 1283. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Βηρυτῷ δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν ἀπὸ 1ης καὶ 10ης Σεπτεμβρίου 1947 συναφθείσης συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Λιβάνου περὶ καταργήσεως τῶν ἐν Λιβάνῳ Μικτῶν Δικαστηρίων. 3

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1279.

Περὶ κυρώσεως τοῦ ὑπογραφέντος παρὰ τῆς Ἑλλάδος τῇ 9ῃ Δεκεμβρίου 1948 Πρωτοκόλλου, τοῦ τροποποιοῦντος τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν «περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 14ην Δεκεμβρίου 1928».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΚΖ' τῆς 3 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

1. Κυροῦται τὸ ὑπογραφὲν δεόντως ὑπὸ τοῦ ἐντεταλμένου Ἕλληνος ἀντιπροσώπου ἐν Παρισίοις τῇ 9ῃ Δεκεμβρίου 1948 Πρωτόκολλον, τὸ τροποποιοῦν τὴν κυρωθεῖσαν διὰ τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 4763 τοῦ 1930 Διεθνῆ Σύμβασιν περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 14 Δεκεμβρίου 1928 καὶ τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ καὶ ἐν μεταφράσει.

2. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

PROTOCOLE

Amendant la Convention Internationale Concernant les Statistiques Economiques, signée à Genève le 14 Décembre 1928

Les Etats Parties au présent Protocole, considérant que la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée à Genève le 14 décembre 1928, a confié à la Société des Nations certains devoirs et certaines fonctions, et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations, il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'en assurer l'accomplissement sans interruption, et considérant qu'il est opportun que ces devoirs et ces fonctions soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les Etats Parties au présent Protocole prennent l'engagement qu'entre eux-mêmes, conformément aux dispositions du présent Protocole, ils attribueront plein effet juridique aux amendements à ces instruments, mentionnés à l'annexe du présent Protocole, les mettront en vigueur et en assureront l'application.

Article II

Le Secrétaire Général rédigera le texte de la convention révisée conformément au présent Protocole et en adressera un exemplaire, à titre d'information, au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et de chaque Etat non Membre appelé à signer ou à accepter le présent Protocole. Il invitera également les Etats Parties à ladite Convention a appliquer le texte amendé de cet instrument, dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas encore pu devenir Parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats Parties à la Convention du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques, auxquels le Secrétaire général aura communiqué, à cet effet, un exemplaire du présent Protocole.

Article IV

Les Etats pourront devenir Parties au présent Protocole :

a) En le signant sans réserve quant à l'acceptation;

b) En le signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement ;

c) En l'acceptant.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Le présent Protocole entrera en vigueur lorsque deux ou plusieurs Etats seront devenus Parties à ce Protocole.

Les amendements mentionnés à l'annexe au présent Protocole entreront en vigueur lorsque quinze Etats seront devenus Parties au présent Protocole. En conséquence tout Etat devenant Partie à la Convention après que les amendements à cette Convention seront entrés en vigueur deviendra Partie à la Convention ainsi amendée.

Article VI

Conformément au paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée Générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole, ainsi que les amendements apportés à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier, aussitôt que possible après l'enregistrement, le Protocole et le texte révisé de la Convention du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques.

Article VII

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chichinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Convention, qui doit être amendée comme prévu à l'annexe, étant rédigée seulement en anglais et en français, les français et anglais de l'annexe feront également foi et les textes chinois, espagnol et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole et de l'Annexe sera envoyée par le Secrétaire Général à chacun des Etats Parties à la Convention du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques, ainsi qu'à tous les Etats Membres des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les sousignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant en regard de leur signature respective.

FAIT à Paris le 9 décembre mil neuf cent quarante huit.

ANNEXE

Au Protocole amendant la Convention Internationale concernant les Statistiques Economiques, signée à Genève le 14 décrembre 1928

A l'article 2, section III (A) : Remplacer les mots «Institut international d'agriculture» par les mots: «Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture».

L'article 8 sera rédigé comme suit :

«En dehors des fonctions spéciales qui lui sont confiées en vertu des dispositions de la présente Convention et des instruments annexés, le Conseil économique et social pourra formuler tous avis qui lui paraîtront utiles en vue d'améliorer ou de développer les principes et arrangements stipulés dans la Convention au sujet des catégories de statistiques qui y sont envisagées. Il pourra également emettre des avis concernant d'autres catégories de statistiques d'un caractère analogue dont il semblera souhaitable et possible d'assurer l'uniformité internationale. Il examinera toutes les suggestions visant les mêmes fins qui pourront lui être soumises par le Gouvernement de l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

«Le Conseil économique et social est prié, si, à un moment quelconque, la moitié au moins des Parties à la présente Convention en exprime le désir, de convoquer une conférence en vue de réviser et, s'il y a lieu, d'élargir la présente Convention».

A l'article 10, remplacer dans le premier paragraphe les mots «Comité d'experts visé à l'article 8 » par les mots : «Conseil economique et social».

Dans le deuxième paragraphe, remplacer le mot «Comité» par le mot «Conseil».

L'article 11 sera rédigé comme suit :

«Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou tous territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer ; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas

applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

«Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent ; dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification un an après la réception de cette notification par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration du délai de cinq ans mentionné à l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ansemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, ou tous territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer ; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration, six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

«Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies communiquera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura fait parvenir un exemplaire de la présente Convention, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article».

A l'article 12, le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit :

«La présente Convention sera ratifiée. A compter de l'entrée en vigueur du Protocole signé à Paris en vue de modifier la présente Convention, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire Général des Nations Unies, qui en notifiera la réception à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats non Membres, auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention.»

L'Article 13 sera rédigé comme suit :

«A compter de la date de l'entrée en vigueur du Protocole signé à Paris en vue de modifier la présente Convention, il pourra être adhéré à la présente Convention, au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de tout Etat Membre auquel le Conseil économique et social déciderait officiellement de communiquer la présente Convention.

«Les instruments d'adhésion seront adressés au Secrétaire Général des Nations Unies qui en notifiera la réception à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats non Membres auxquels il aura communiqué un, exemplaire de la présente Convention».

A l'Article 15, remplacer les mots «Secrétaire Général de la Société des Nations», par les mots «Secrétaire Général des Nations Unies».

A l'Article 16, dans le premier paragraphe, remplacer les mots «Secrétaire Général de la Société des Nations par les mots «Secrétaire Général des Nations Unies», et les mots «Membre de la Société » par les mots «Membre de l'Organisation des Nations Unies».

Le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit:

«Le Secrétariat Général notifiera la dénonciation à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats Membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention».

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «Membres de la Société» par les mots «Membres de l'Organisation des Nations Unies».

A l'Article 17, le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit :

«Les Gouvernements qui sont disposés à adhérer à la Convention en vertu de l'article 13, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, pourront informer de leur intention le Secrétaire Général des Nations Unies. Celui-ci communiquera immédiatement ces reserves à toutes les Parties à la présente Convention en leur demandant si elles ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois à dater de ladite communication, aucun pays n'a présenté d'objection, la réserve en question sera considérée comme acceptée».

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Τροποποιοῦν τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τῇ 14ῃ Δεκεμβρίου 1928.

Τὰ συμβαλλόμενα εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον Κράτη, ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Διεθνὴς Σύμβασις περὶ οἰκονομικῶν στατιστικῶν, ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Γενεύῃ τῇ 14ῃ Δεκεμβρίου 1928, ἀνέθεσεν εἰς τὴν Κοινωνίαν τῶν Ἐθνῶν ὡρισμένα καθήκοντα καὶ ὡρισμένας λειτουργίας καὶ ὅτι, λόγῳ τῆς διαλύσεως τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, καθίσταται ἀναγκαῖον ὅπως ληφθῶσι μέτρα ἐπὶ τῷ τέλει ἐξασφαλίσεως συνεχοῦς ἐνασκήσεως τῶν καθηκόντων καὶ λειτουργιῶν τούτων καὶ λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν ὅτι τυγχάνει σκόπιμον ὅπως τοῦ λοιποῦ ἀναληφθῶσι αὗται ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Τὰ Κράτη τὰ συμβαλλόμενα εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν μεταξύ των ὅπως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, προσδώσουν πλήρη νομικὴν ἰσχὺν εἰς τὰς τροποποιήσεις τῶν πράξεων τούτων, τὰς περιλαμβανομένας ἐν τῷ Παραρτήματι τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, θέσουν ταύτας ἐν ἰσχύι καὶ ἐξασφαλίσουν τὴν ἐφαρμογήν των.

Ἄρθρον 2.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ συντάξῃ τὸ κείμενον τῆς ἀναθεωρηθείσης Συμβάσεως συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον καὶ θὰ διαβιβάσῃ, πρὸς πληροφορίαν, ἀντίγραφον εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἑκάστου Κράτους-Μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὡς καὶ εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἑκάστου Κράτους μὴ Μέλους καλουμένου ὅπως ὑπογράψῃ ἢ ἀποδεχθῇ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον. Θὰ προσκαλέσῃ ὡσαύτως τὰ συμβαλλόμενα εἰς τὴν ρηθεῖσαν Σύμβασιν Κράτη ὅπως ἐφαρμόσουν τὸ τροποποιηθὲν κείμενον τῆς πράξεως ταύτης, ἅμα τῇ θέσει ἐν ἰσχύι τῶν τροποποιήσεων, ἀκόμη καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ταῦτα δὲν ἠδυνήθησαν εἰσέτι νὰ συμμετάσχωσιν εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἄρθρον 3.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν ἢ ἀποδοχὴν ἐκ μέρους πάντων τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς 14ης Δεκεμβρίου 1928 περὶ οἰκονομικῶν στατιστικῶν, εἰς τὰ ὁποῖα ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ ἔχῃ ἀνακοινώσει, πρὸς τοῦτο, ἀντίγραφον τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Κράτη θὰ δύνανται νὰ καταστῶσι συμβαλλόμενα τῷ παρόντι Πρωτοκόλλῳ :

α) Δι' ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν ἀποδοχήν.

β) Δι' ὑπογραφῆς μετ' ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν ἀποδοχὴν καὶ δι' ἀποδοχῆς τούτου μεταγενεστέρως.

γ) Δι' ἀποδοχῆς.

Ἡ ἀποδοχὴ θὰ συντελεσθῇ διὰ τῆς καταθέσεως ἐπισήμου πράξεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 5.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἅμα δύο ἢ πλείονα Κράτη καταστῶσι συμβαλλόμενα Μέρη εἰς τοῦτο.

Αἱ τροποποιήσεις αἱ διαλαμβανόμεναι εἰς τὸ Παράρτημα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ὅταν δεκαπέντε Κράτη καταστῶσι συμβαλλόμενα μέρη τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου. Κατὰ συνέπειαν πᾶν Κράτος, ὅπερ θὰ καταστῇ Μέρος τῆς Συμβάσεως ἀφ' ἧς θὰ ἔχουν τεθῇ ἐν ἰσχύϊ αἱ τροποποιήσεις τῆς Συμβάσεως ταύτης, θὰ καταστῇ συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν οὕτω τροποποιηθεῖσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 6.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ ἄρθρου 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἐγκριθέντος κανονισμοῦ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ κειμένου τούτου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐξουσιοδοτεῖται ὅπως πρωτοκολλήσῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, ὡς καὶ τὰς ἐπενεχθείσας τροποποιήσεις εἰς τὴν Σύμβασιν διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, κατὰ τὰς ἀντιστοίχους ἡμερομηνίας τῆς θέσεως αὐτῶν ἐν ἰσχύϊ, καὶ δημοσιεύσῃ, τὸ ταχύτερον δυνατὸν μετὰ τὴν πρωτοκόλλησιν, τὸ Πρωτόκολλον ὡς καὶ τὸ ἀναθεωρηθὲν κείμενον τῆς Συμβάσεως τῆς 14ης Δεκεμβρίου 1928 περὶ οἰκονομικῶν στατιστικῶν.

Ἄρθρον 7.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον, τοῦ ὁποίου θέλουσι θεωρεῖσθαι ἐξ ἴσου ἰσχύοντα τά τε Ἀγγλικόν, κινέζικον, ἱσπανικόν, γαλλικὸν καὶ ρωσσικὸν κείμενα, θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Γραμματείας τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Δεδομένου ὅτι ἡ Σύμβασις, ἥτις θὰ τροποποιηθῇ συμφώνως πρὸς τὸ Παράρτημα, εἶνε συντεταγμένη μόνον εἰς τὴν ἀγγλικὴν καὶ εἰς τὴν γαλλικήν, τὸ ἀγγλικὸν καὶ γαλλικὸν κείμενον τοῦ Παραρτήματος θὰ θεωρῶνται ὡσαύτως αὐθεντικὰ καὶ τὰ κείμενα εἰς τὴν κινεζικήν, ἱσπανικὴν καὶ ρωσσικὴν θὰ θεωρῶνται ὡς μεταφράσεις. Κεκυρωμένον ἀκριβὲς ἀντίγραφον τοῦ Πρωτοκόλλου ὡς καὶ τοῦ Παραρτήματος θέλει ἀποσταλῇ παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς 14ης Δεκεμβρίου 1928 περὶ οἰκονομικῶν στατιστικῶν ὡς καὶ εἰς πάντα τὰ Κράτη-Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων τῶν Κυβερνήσεων, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς τὰς ἡμερομηνίας τὰς ἀναγραφομένας ἔναντι τῆς ἀντιστοίχου αὐτῶν ὑπογραφῆς.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τῇ 9 Δεκεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ τεσσαρακοστοῦ ὀγδόου ἔτους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Πρωτοκόλλου τροποποιοῦντος τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν, ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τῇ 14ῃ Δεκεμβρίου 1928.

Εἰς τὸ ἄρθρον 2, Τμῆμα III (Α) νὰ ἀντικατασταθῶσιν αἱ λέξεις «Τοῦ Διεθνοῦς Ἰνστιτούτου Γεωργίας» διὰ τῶν λέξεων: «Τοῦ Ὀργανισμοῦ Τροφῶν καὶ Γεωργίας τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν».

Τὸ ἄρθρον 8 θέλει συνταχθῇ ὡς ἀκολούθως:

«Ἐκτὸς τῶν εἰδικῶν λειτουργιῶν αἵτινες τῷ ἀνατέθησαν δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων πράξεων, τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον θὰ δύναται νὰ διατυπώσῃ οἱας γνώμας κρίνει καταλήλους διὰ τὴν καλειτέρευσιν ἢ ἀνάπτυξιν τῶν ἀρχῶν ἢ διακανονισμῶν τῶν περιλαμβανομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὡς πρὸς τὰς κατηγορίας στατιστικῶν τὰς διαλαμβανομένας ἐν αὐτῇ. Θὰ δύναται ἐπίσης νὰ ἐκφέρῃ γνώμας περὶ ἄλλων κατηγοριῶν στατιστικῶν ἀναλόγου φύσεως τῶν ὁποίων θέλει κριθῇ εὐκταῖον καὶ δυνατὸν νὰ ἐξασφαλισθῇ ἡ διεθνὴς ὁμοιομορφία. Θὰ ἐξετάζῃ ἀπάσας τὰς ὑποδείξεις πρὸς τοὺς αὐτοὺς σκοποὺς αἵτινες θὰ ὑπεβάλλοντο αὐτῷ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως οἱουδήποτε τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

«Τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον παρακαλεῖται, ἐάν, καθ' οἱανδήποτε στιγμήν, τὸ ἡμισυ τοὐλάχιστον τῶν συμβαλλομένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Μερῶν ἐκφράσῃ τὴν ἐπιθυμίαν ταύτην, ὅπως τοῦτο συγκαλέσῃ συνδιάσκεψιν ἐπὶ τῷ τέλει ἀναθεωρήσεως ἢ, ἐνδεχομένως, ἐπεκτάσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως».

Εἰς τὸ ἄρθρον 10 νὰ ἀντικατασταθῶσιν εἰς τὴν πρώτην παράγραφον αἱ λέξεις «εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐμπειρογνωμόνων τὴν ἀναφερομένην ἐν ἄρθρῳ 8» διὰ τῶν λέξεων «εἰς τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον».

Εἰς τὴν δευτέραν παράγραφον, νὰ ἀντικατασταθῶσιν αἱ λέξεις «ἡ Ἐπιτροπή» διὰ τῶν λέξεων «τὸ Συμβούλιον».

Τὸ ἄρθρον 11 θέλει συνταχθῇ ὡς ἀκολούθως:

«Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύναται νὰ δηλώσῃ, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, ὅτι, διὰ τῆς ἀποδοχῆς ἐκ μέρους του τῆς παρούσης Συμβάσεως, δὲν ἐπιθυμεῖ νὰ ἀναλάβῃ οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ὅσον ἀφορᾶ τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἀποικιῶν του, προτεκτοράτων, ὑπερποντίων ἐδαφῶν ἢ ὑπὸ κηδεμονίαν τοιούτων μὲ τὴν διοίκησιν τῶν ὁποίων εἶναι ἐπιφορτισμένον. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν θὰ ἐφαρμόζηται διὰ τὰ ἐδάφη περὶ τῶν ὁποίων ἡ τοιαύτη δήλωσις.

«Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύναται μεταγενεστέρως νὰ καθιστᾷ γνωστὸν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅτι ἐπιθυμεῖ ὅπως ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζηται εἰς τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἐδαφῶν του τῶν ἀναφερθέντων εἰς τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον δήλωσιν. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται καὶ διὰ τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ γνωστοποιήσει ἐδάφη ἓν ἔτος μετὰ τὴν λῆψιν τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ὁμοίως, ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ἀναφερομένης ἐν τῷ ἄρθρῳ 16 πενταετοῦς προθεσμίας, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἐπιθυμεῖ νὰ παύσῃ ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἀποικιῶν του, προτεκτοράτων, ὑπερποντίων ἐδαφῶν ἢ ὑπὸ κηδεμονίαν τοιούτων μὲ τὴν διοίκησιν τῶν ὁποίων εἶνε ἐπιφορτισμένον. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ἡ Σύμβασις θὰ παύῃ ἐφαρμοζομένη εἰς τὰ ἐδάφη, τὰ ἀποτελοῦντα τὸ ἀντικείμενον μιᾶς τοιαύτης δηλώσεως, ἓξ μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τῆς δηλώσεως ταύτης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

«Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ κοινοποιήσῃ εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Ο.Η.Ε., ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὰ Κράτη μὴ μέλη εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ ἤδη ἀποστείλῃ ἀντίτυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰς ληφθείσας δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις.»

Εἰς τὸ ἄρθρον 12, ἡ δευτέρα παράγραφος θέλει συνταχθῇ ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἐπικυρωθῇ. Ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Παρισίοις πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς τροποποιήσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ἔγγραφα τῆς ἐπικυρώσεως θέλουν διαβιβασθῇ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅστις θὰ γνωστοποιήσῃ τὴν λῆψιν των εἰς ὅλα τὰ Μέλη τοῦ Ο.Η.Ε., ὡς καὶ εἰς ὅλα τὰ Κράτη μὴ Μέλη εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ ἤδη κοινοποιήσει ἀντίτυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως.»

Τὸ Ἄρθρον 13 θέλει συνταχθῇ ὡς ἀκολούθως:

«Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Παρισίοις διὰ τὴν τροποποίησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ εἶναι δυνατὴ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐν ὀνόματι παντὸς Μέλους τοῦ Ὀργαμισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ παντὸς Κρά-

τους μὴ Μέλους εἰς τὸ ὁποῖον τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον θὰ ἀπεφάσιζε ἐπισήμως νὰ κοινοποιήσῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Τὰ ἔγγραφα προσχωρήσεως θέλουν ἀποσταλῆ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅστις θὰ γνωστοποιήσῃ τὴν λῆψιν των εἰς ὅλα τὰ Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ εἰς ὅλα τὰ Κράτη μὴ Μέλη εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ ἤδη ἀποστείλει ἀντίτυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Εἰς τὸ ἄρθρον 15 νὰ ἀντικατασταθῶσιν αἱ λέξεις «Γενικοῦ Γραμματέως τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν», διὰ τῶν λέξεων «Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.»

Εἰς τὸ ἄρθρον 16, εἰς τὴν πρώτην παράγραφον, νὰ ἀντικατασταθῶσιν αἱ λέξεις «Γενικὸν Γραμματέα τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν» διὰ τῶν λέξεων «Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν» καὶ αἱ λέξεις «Μέλος τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν» διὰ τῶν λέξεων »Μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν».

Ἡ δευτέρα παράγραφος θέλει συνταχθῆ ὡς ἀκολούθως :

«Ἡ Γενικὴ Γραμματεία θὰ γνωστοποιῆ τὴν καταγγελίαν εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ Κράτη μὴ Μέλη εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ ἤδη κοινοποιήσει ἀντίτυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως».

Εἰς τὴν τρίτην παράγραφον, νὰ ἀντικατασταθῶσιν αἱ λέξεις «τῆς Κοινωνίας » διὰ τῶν λέξεων «τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν».

Εἰς τὸ ἄρθρον 17, ἡ δευτέρα παράγραφος θέλει συνταχθῆ ὡς ἀκολούθως :

«Αἱ Κυβερνήσεις αἵτινες εἶναι διατεθειμέναι νὰ προσχωρήσουν εἰς τὴν Σύμβασιν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 14, ἀλλὰ ἐπιθυμοῦν νὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα ὅπως διατυπώσουν ἐπιφυλάξεις ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως, δύνανται νὰ γνωρίσουν τὴν πρόθεσίν των εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Οὗτος θέλει κοινοποιήσει ἀμέσως τὰς ἐπιφυλάξεις ταύτας εἰς ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Μέλη, ζητῶν τὰς τυχὸν σχετικὰς ἀντιρρήσεις των. Ἐάν, ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐν λόγῳ κοινοποιήσεως, οὐδεμία χώρα ἤθελε προαρουσιάσει ἀντίρρησίν τινα, ἡ ἐν λόγῳ ἐπιφύλαξις θέλει θεωρηθῆ ὡς γενομένη δεκτή.

---

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1282.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τῇ 1)10)48, ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Διεθνοῦς Ταμείου Ἐπειγούσης Περιθάλψεως τοῦ Παιδιοῦ, τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ τῆς Δανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΣΤ' τῆς 24 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Ι.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν, ἡ ἐν Ἀθήναις τῇ 1η Ὀκτωβρίου 1948, ὑπογραφεῖσα Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Διεθνοῦς Ταμείου Ἐπειγούσης Περιθάλψεως τοῦ Παιδιοῦ, τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ τῆς Δανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον ΙΙ.

Αἱ μέχρι σήμερον χορηγηθεῖσαι ἀτέλειαι διὰ τὰ εἰσαχθέντα εἴδη ὡς ἀναγράφονται εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, θεωροῦνται ὡς νομίμως ἐκδοθεῖσαι.

Ἄρθρον ΙΙΙ.

Ὁ χρόνος λήξεως τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ παραταθῆ ἐπὶ ἓν εἰσέτι ἔτος ἀπὸ τῆς λήξεως αὐτῆς, εἴτε ὡς ἔχει αὕτη εἴτε τροποποιουμένη, διὰ νέας Συμβάσεως συναφθησομένης μεταξὺ τοῦ Διεθνοῦς Ἀντιφυματικοῦ Ἀγῶνος καὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου, ἐκπροσωπουμένου ἐν προκειμένῳ διὰ τῶν Ὑπουργῶν Ὑγιεινῆς, Οἰκονομικῶν καὶ Συντονισμοῦ.

Ἡ νέα Σύμβασις κυρωθήσεται διὰ Β. Δ. ἐκδοθησομένου προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ὑγιεινῆς, Συντονισμοῦ καὶ Οἰκονομικῶν.

Ἡ ἐπιχορήγησις τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου διὰ τὴν διενέργειαν τοῦ ἐμβολιασμοῦ ὁρίζεται διὰ τὸ οἰκον. ἔτος 1949—1950 εἰς δραχμὰς 1.800.000.000.

Πᾶσαι ἐν γένει αἱ πληρωμαὶ αἱ ἐνεργούμεναι εἰς βάρος τῆς ἐπιχορηγήσεως ἀπαλλάσσονται πάσης κρατήσεως ἐκ φόρων, τελῶν καὶ δικαιωμάτων οἱασδήποτε φύσεως ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Λ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

PROJECT AGREEMENT

Between the International Children's Emergency Fund the Danish Red Cross and the Government of Greece..

Whereas the General Assembly of the United Nations by Resolution 57 (I) approved II December 1946 created an International Children's Emergency Fund (hereinafter referred to us the Fund). and

Whereas the Fund has now resources and expects to receive additional resources and assets which the Executive Board. of the Fund has determined shall be made available in part for the benefit of children and nursing mothers of Greece, and

Whereas the Danish Government has offered to enter into a Joint Enterprise under the auspices of the Fund for the purpose of combatting the spread of tuberculosis in countries assisted by the Fund and the Executive Board on March 12, 1948, has determined to participate and

Whereas the Government of Greece (hereinafter to as the Government) desires the aid of the Joint Enterprise for the utilization of the BCG vaccine on the largest practicable scale for the benefit of children and adolescents within its territories, and

Whereas the Fund, acting through its representatives, the Danish Red Cross (including its other Scandinavian associates) and the Government, have considered the need for such aid in Greece.

Now Therefore, the Government, the Fund and Danish Red Cross have agreed as follows :

Article I.

Furnishing of Supplies and services

A. The Fund and the Danish Red Cross acting on behalf of itself and its other Scandinavian associates (hereinafter referred to as the Joint Enterprise), within the allocations made by the Executive Board will provide such supplies and services as may be needed for combatting the spread of tuberculosis among children and adolescents within Greece, except as provided in article 2, paragraph H. Such supplies shall include the provision of tuberculin, BCG vaccine, medical equipment, motor cars, and other items required to be imported for the purpose of the tuberculin testing and vaccination, where possible, of all children up to 18 years of age. The general responsibility for the functioning of the above mentioned supplies and services shall rest with the Joint Enterprise.

B. The Joint Enterprise will make no request and shall have no claims for payment for the supplies and services furnished under this agreement, including payment for the salaries of personnel representing the Joint Enterprise not recruited locally.

Article II

Participation in Joint Enterprises by Government of Greece.

The Government undertakes to see that the Joint Enterprise is conducted equitably and without discrimination because of race. creed, nationality, status or political belief.

B. It is agreed that the supplies and services of the JointEnterprise are to be in addition to and not in substitution for the budjet charges which the Government has established for similar activities. For the purpose of this agreement, only vaccines manufactured by the State Institute for the preparation of Vaccines of Copenhagen and provided by the Joint Enterprise and only technical methods which are approved by the Joint Enterprise as contemplated by Article I, para. A. will be used.

C. The Government agrees that the Joint Enterprise may in its discretion cause such distinctive marking to be placed upon the supplies utilized in connection with and services provided by the Joint Enterprise as the Joint Enterprise may deem necessary to indicate that they are intended for the aid and assistance of children under the auspices of the International Children's Emergency Fund.

D. No beneficiary shall be required to pay directly or indirectly for the aid which is provided.

E. The Government and the Joint Enterprise will furnish each other with all such records, reports and information as to the operation of the program as they mutually find necessary to the discharge of their responsibilities. To this end, the Government will help the Joint Enterprise by giving to the public the necessary information in full detail so that they may be informed on the aims laid down in the present agreement.

F. It is recognized and understood by the Government and the Joint Enterprise that in order to carry out the terms of this agreement, it will be necessary to establish a close and cordial relationship of cooperation between the representatives of the Government and the Joint Enterprise. To this end a Committee will be established consisting of a representative of each of the Ministries of Hygiene and Finance, the Chief of the Joint Enterprise Mission and the Administrative Director of the Joint Enterprise. This Committee will carry out the whole administration and direct the plan of Cooperations laid down in the present agreement. To this end the necessary staff will be employed from Greek citizens who have all the qualifications according to Greek legislation and for the position occupied by each. The employement as well as the dismissal of this personnel will be carried out by the Minister of Hygiene in accordance with the decision of the above mentioned Committee. The personnel appointed by the Minister of Hygiene will be at all times subject to the supervision of, and will work under the direction of the Committee and its officers, and is connected with the Joint Enterprise with a private employment contract. The Government in order to assist the Joint Enterprise will appoint a full time official who will be responsible for the cooperation with the Joint Enterprise on an operational level.

G. The Government undertakes to facilitate He work of the Joint Enterprise in all its aspects including movement and reception of all teams acting on behalf of the Joint Enterprise. The Government undertakes to make all necessary arrangements with regard to transit and landing rights for airplanes utilized by the Joint Enterprise in connection with its activities.

H. The financial contribution of the Greek Government is given through the Ministry of Hygiene to the Joint Enterprise in the form of a subsidy of 1.200.000.000 drachmas for the fiscal year 1948)1949. commencing I July 1948. to cover operational and administrative expenses or costs incurred in the currency of Greece. uncluding costs with respect to the salaries of personnel locally recruited by the Joint Enterprise and the costs of the reception, unloading, warehousing transportation and distribution of supplies utilized by the Joint Enterprise. This allowances will also include costs incurred in the currency of Greece. with respect to the housing and rail travel ofpersonnel to be provided by the Joint Enterprise under this article and the establishing, equipping and maintaining of the teams to be established in central points, to gether with necessary clerical and other assistance and postal, telegraphic and telephone communications for the authorized acti-

vities of the officers and office above mentionned. The Joint Enterprise will establish a detailed budget showing income and expenditure for the fiscal year which will be approved by the Ministers of Hygiene and Finance.

All expenditure must be made within the limits of the approved budget and be submitted for the approval of the Committee of the Joint Enterprise together with justification of same. The pay orders will be signed by a liaison officer of the Ministry of Finance who will be attached to the Joint Enterprise following decision of the Minister of Finance and who will check their issue to be within the limits of the approved budget, and by the Administrative Director of the Joint Enterprise or of their duly authorized representatives.At the end of each three months period a statement of income and expenditure of the Joint Enterprise will be set up and submitted to the Ministers of Hygiene and Finance. At the end of the fiscal year a complete statement of income and expenditure of the Joint Eiterprise will be submitted to the above mentionedMinisters.The amount remaining at the end of each fiscal year will be transferred to the next fiscal year, so long as the agreement is prolonged ; otherwise the amount remaining will be transferred to the State Treasury.

Article III

Immunity from taxation

A. The Joint Enterprise, its assets. property and its operations and transactions of whatsoever nature. shall be immune from all taxes, fees and tolls imposed by the Greek State. Municipalities Communes and any other party. The Joint Enterprise shall be immune from liability for the collection or payment of any taxes, fee. toll or duty imposed by the Government of the Greek State Municipalities. Communes or any other party.

B. Articles or materials imported by the Joint Enterprise to be used exclusiveley for its object and activities and within the limits of the present agreement are exempted when imported into the country and after prior approval of the Minister of Finance, from all import duties, other taxes, etc. of the Government Municipalities, Communes or other parties. The same exemptions as above are granted for articles for private use of the foreign members of the Committee and the foreign employees of the Joint Enterprise, with the exemption of foodstuffs and other goods for consumption at the discretion of the Minister of Finance. This exemption wil] be granted upon the request of the individual number of the staff concerned after certification by the Chief of the Joint Enterprise as to the identity and necessity of the request.

C. The Government will take such action as it is neces ary for the purpose of making effective the foregoing principles. In addition the Government will take whatever other action may be necessary to insure that supplies and services furnished by the Joint Enterprise are not subjected to any tax, fee, toll or duty in a manner which reduces the resources of the Joint Enterprise.

Article IV

Privileges and Immunities

The Government will grant to the Joint Enterprise, its foreign personnel, and foreign members of the Committee the privileges and immunities contained in the general convention on privileges and immunities adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 Frbruary 1946. ratified by Law No. 412)1947.

Article V.

This Agreement shall take effect as from this day's date. It shall remain in force until the end of the fiscal year 1948)1949 but may be extended for another year or less by mutual agreement of both parties , having both the same corresponding financial obligations, etc. as for the fiscal year 1948)1949.

Article VI.

In case of disagreement as to whether the terms of this agreement are being complied with , the matter will be referred to the Programme Committee of the Executive Board of the Fund for appropriate action.

In Witnness whereof the parties hereto have caused this Project Agreement to be executed in English and in Greek by their duly authorized representatives on the Ist day of October

For the Government of Greece

Minister of Hygiene

Minister of Finance

Minister of Coordination

For the United Nations International Children's Emergency Fund :

Liaison Officier for BCG Program Duly authorized by letter

For the Danish Red Cross

Technical Director for the Joint Enterprise. Duly authorized by letter.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

μεταξὺ τοῦ Διεθνοῦς Ταμείου ἐπειγούσης περιθάλψεως τοῦ παιδιοῦ τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ τῆς Δανίας, καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελλάδος.

'Επειδὴ ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν διὰ τῆς ὑπ' ἀριθμὸν 57(1) ἀποφάσεως ψηφισθείσης τὴν 11 Δεκεμβρίου 1946 ἐδημιούργησεν ἓν Διεθνὲς Ταμεῖον ἐπειγούσης Περιθάλψεως τοῦ Παιδιοῦ (International Children emergency Fund) ὅπερ ἐφεξῆς θὰ ἀναφέρεται εἰς τὸ Ταμεῖον καὶ

'Επειδὴ τὸ Ταμεῖον ἔχει ἤδη πόρους καὶ προσδοκᾶ νὰ λάβῃ ἐπιπροσθέτους πόρους καὶ ἄλλα στοιχεῖα τοῦ ἐνεργητικοῦ τὰ ὁποῖα τὸ 'Εκτελεστικὸν Συμβούλιον τοῦ Ταμείου καθώρισεν ὅτι θὰ διατεθοῦν ἐν μέρει πρὸς ὄφελος τῶν παιδιῶν καὶ ἐφήβων καὶ τῶν ἐπιτόκων καὶ θηλαζουσῶν μητέρων ἐν 'Ελλάδι, καὶ

'Επειδὴ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δανίας προσεφέρθη νὰ λάβῃ μέρος εἰς μίαν κοινὴν σύμπραξιν ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Ταμείου μὲ σκοπὸν τὴν καταπολέμησιν τῆς ἐξαπλώσεως τῆς φυματιώσεως εἰς χώρας αἵτινες λαμβάνουν βοήθειαν ἐκ τοῦ Ταμείου καὶ ἐπεδὴ τὸ ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον τοῦ Ταμείου τὴν 12ην Μαρτίου 1948 ἀπεφάσισεν ὅπως συμμετάσχῃ εἰς τοιαύτην σύμπραξιν, καὶ

'Επειδὴ ἡ Κυβέρνησις τῆς 'Ελλάδος ἥτις ἐφεξῆς θὰ ἀναφέρεται ὡς ἡ Κυβέρνησις ἐπιθυμεῖ τὴν βοήθειαν τῆς συμπράξεως διὰ τὴν χρησιμοποιησιν τοῦ ἐμβολίου B..G. κατὰ τὴν μεγαλυτέραν δυνατὴν κλίμακα πρὸς ὄφελος τῶν παιδιῶν καὶ ἐφήβων ἐντὸς τῶν ἐδαφῶν της, καὶ

'Επειδὴ ἀντιπρόσωποι τοῦ Ταμείου ὁ δανικὸς 'Ερυθρὸς Σταυρὸς (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν Σκανδιναυϊκῶν 'Οργανώσεων) καὶ ἡ Κυβέρνησις ἐμελέτησαν τὴν ἀνάγκην παροχῆς τοιαύτης βοηθείας ἐν 'Ελλάδι, ἤδη

Διὰ ταῦτα ἡ Κυβέρνησις, τὸ Ταμεῖον καὶ ὁ Δανικὸς 'Ερυθρὸς Σταυρὸς Συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως.

"Αρθρον 1.

Παροχὴ 'Εφοδίων καὶ ὑπηρεσιῶν.

Α. Τὸ Ταμεῖον καθὼς καὶ ὁ Δανικὸς 'Ερυθρὸς Σταυρὸς ἐνεργῶν ἐν ὀνόματί του καθὼς καὶ ἐν ὀνόματι ἄλλων Σκανδιναυϊκῶν ὀργανώσεων, ἅτινα ἐφεξῆς θὰ ἀναφέρωνται ὡς ἡ Σύμπραξις ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ὁρίων τῶν κατανομῶν αἵτινες θέλουσι καθορισθῇ παρὰ τοῦ 'Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου, θὰ παρέχῃ τὰ ἀπαιτούμενα ἐφόδια καὶ ὑπηρεσίας διὰ τὴν καταπολέμησιν τῆς ἐξαπλώσεως τῆς φυματιώσεως μεταξὺ τῶν παιδιῶν καὶ ἐφήβων ἐν 'Ελλάδι, ἐκτὸς τῶν ὅσων περιλαμβάνονται ἐν τῇ παραγράφῳ Η τοῦ ἄρθρου 2. Τὰ ἐφόδια ταῦτα θὰ περιλαμβάνουν ποσότητας ἀντιφυματικοῦ ἐμβολίου (Tuberculin) ἐμβολίου B.C.G. ἰατρικῶν ἐφοδίων καθὼς καὶ αὐτοκίνητα καὶ ἄλλα εἴδη τὰ ὁποῖα χρήζει νὰ εἰσαχθοῦν ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἵνα χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὴν πρακτικὴν δοκιμὴν τῆς Τουμπαρκιλίνης (Tyberculin) καὶ τὸν ἐμβολιασμὸν ὅπου εἶναι δυνατὸν ὅλων τῶν παιδιῶν μέχρι ἡλικίας 18 ἐτῶν. 'Η γενικὴ εὐθύνη διὰ τὴν λειτουργίαν τῶν ἀνωτέρω ὑπηρεσιῶν καὶ προμήθειαν ἐφοδίων θὰ ἀνήκῃ εἰς τὴν Σύμπραξιν.

Β. 'Η Σύμπραξις δὲν θέ ζητήσῃ καὶ δὲν θὰ διατυπώσῃ ἀπαίτησιν ὡς πρὸς τὴν πληρωμὴν διὰ τὰ ὑπ' αὐτῆς συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει, παρεχόμενα ἐφόδια καὶ ὑπηρεσίας, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς μισθοδοσίας τοῦ προσωπικοῦ, ἀντιπροσωπεύοντος τὴν Σύμπραξιν ἐξαιρέσει τοῦ ἐπιτοπίως προσλαμβανομένου.

"Αρθρον ΙΙ.

Συμμετοχὴ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελλάδος εἰς τὴν Σύμπραξιν.

Α. 'Η Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ἐποπτείαν οὕτως ὥστε τὸ ἔργον τῆς Συμπράξεως νὰ διενεργεῖται ἀμερολήπτως καὶ ἄνευ φυλετικῆς θρησκευτικῆς διακρίσεως ἢ πολιτικῶν πεποιθήσεων.

Β. Συμφωνεῖται ὅτι τὰ ὑπὸ τῆς Συμπράξεως παρεχόμενα ἐφόδια καὶ αἱ ὑπηρεσίαι θὰ εἶναι ἐπὶ πλέον καὶ οὐχὶ εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἐν τῷ προϋπολογισμῷ ἀναφερομένων δαπανῶν τὰς ὁποίας ἡ Κυβέρνησις ἀνέγραψεν διὰ παρομοίαν δρᾶσιν. Διὰ τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τῆς συμβάσεως ταύτης θὰ χρησιμοποιηθοῦν μόνον ἐμβόλια παρασκευαζόμενα ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ 'Ιντιστούτου Παρασκευῆς 'Εμβολίων Κοπεγχάγης καὶ παρεχόμενα ὑπὸ τῆς Συμπράξεως καὶ αἱ μόναι χρησιμοποιούμεναι τεχνικαὶ μέθοδοι θὰ εἶναι αἱ ἐγκρινόμεναι ὑπὸ τῆς Συμπράξεως ὡς προεβλέχθη εἰς τὸ ἄρθρον 1 παράγραφος Α.

Γ. 'Η Κυβέρνησις συμφωνεῖ ὅπως ἡ Σύμπραξις δύναται κατὰ τὴν κρίσιν τῆς νὰ προβαίνῃ εἰς τὴν τοποθέτησιν ἐπὶ τῶν ὑπὸ τῆς Συμπράξεως παρεχομένων ἐφοδίων τοιούτων διακριτικῶν ἐπιγραφῶν (σημείων) ἃς ἡ Σύμπραξις ἤθελε κρίνει ἀναγκαίας διὰ νὰ καταδειχθῇ ὅτι τὰ ἐν λόγῳ ἐφόδια προορίζονται πρὸς βοήθειαν καὶ ἀγωγὴν τῶν παδαιῶν, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Διεθνοῦς Ταμείου 'Επειγούσης Περιθάλψεως τοῦ Παιδιοῦ (International Childrens Emergeny Fund).

Δ. Οὐδεὶς παραλήπτης τῶν ὑπὸ τῆς Συμπράξεως παρεχομένων ἐφοδίων θὰ ὑποχρεοῦται νὰ πληρώσῃ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως διὰ τὴν παρεχομένην βοήθειαν.

Ε. 'Η Κυβέρνησις καὶ ἡ Σύμπραξις θὰ ἐφοδιάζουν ἀλλήλας μὲ τὰ στοιχεῖα τὰς ἐκθέσεις καὶ τὰς πληροφορίας ἐκείνας περὶ τῶν ἐργασιῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὸ ἐγκεκριμένον σχέδιον τὰς ὁποίας ἡ Κυβέρνησις καὶ ἡ Σύμπραξις ἤθελε κρίνῃ ἀναγκαίας πρὸς ἀπαλλαγὴν ἐκ τῶν εὐθυνῶν της. Μὲ τὴν αὐτὴν κατεύθυνσιν ἡ Κυβέρνησις θέλει βοηθήσῃ τὴν Σύμπραξιν παρέχουσα εἰς τὸ κοινὸν λεπτομερῶς τὰς δεούσας πληροφορίας πρὸς διαφώτισιν αὐτοῦ διὰ τὸν ἐπιδιωκόμενον διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως σκοπόν.

ΣΤ. 'Αναγνωρίζεται καὶ κατανοεῖται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Συμπράξεως ὅτι διὰ τὸν σκοπὸν τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὅρων τῆς παρούσης συμβάσεως θὰ ἀπαιτηθῇ ὅπως ἐπικρατήσωσι στεναὶ καὶ ἐγκάρδιαι σχέσεις συνεργασίας μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Συμπράξεως. Πρὸς τὸ σκοπὸν τοῦτον θὰ ὁρισθῇ 'Επιτροπὴ ἀποτελουμένη ἐξ ἑνὸς ἀντιπροσώπου τοῦ 'Υπουργείου 'Υγιεινῆς τοῦ 'Υπουργείου Οἰκονομικῶν τοῦ 'Αρχηγοῦ τῆς 'Αποστολῆς τῆς Συμπράξεως καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Συμπράξεως. 'Η 'Επιτροπὴ αὕτη ἐξασκεῖ τὴν καθ' ὅλον διοίκησίν του διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως ἀναλαμβανομένου ἔργου καὶ κατευθύνει τὸ ὅλον πρόγραμμα τῶν ἐργασιῶν τὸ καθοριζόμενον ἐν τῇ παρούσῃ συμβάσει. Πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ ἔργου τούτου προσλαμβάνεται τὸ ἀναγκαῖον προσωπικὸν ἐξ 'Ελλήνων πολιτῶν ἐχόντων ἅπαντα τὰ ὑπὸ τῶν 'Ελληνικῶν Νόμων ἀπαιτούμενα προσόντα ἀναλόγως τῆς θέσεως διὰ τὴν ὁποίαν προορίζεται τοῦτο. 'Η πρόσληψις καὶ ἡ ἀπόλυσις τοῦ προσωπικοῦ τούτου ἐνεργεῖται διὰ πράξεως τοῦ 'Υπουργοῦ 'Υγιεινῆς ἐπὶ τῇ βάσει συμφώνου ἀποφάσεως τῆς ὡς ἄνω 'Επιτροπῆς. Τὸ ὑπὸ τοῦ 'Υπουργοῦ 'Υγιεινῆς προσλαμβανόμενον προσωπικὸν θὰ τελῇ συνεχῶς ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν καὶ θὰ ἐργάζεται ὑπὸ τὴν διεύθυνσιν τῆς 'Επιτροπῆς καὶ τῶν ὑπὸ ταύτης ἐξουσιοδοτουμένων ὑπαλλήλων της. συνδέεται δὲ μετὰ τῆς Συμπράξεως διὰ συμβάσεως μισθώσεως ἐργασίας 'Ιδιωτικοῦ Δικαίου. 'Η Κυβέρνησις ἵνα βοηθήσῃ τὴν Σύμπραξιν θὰ ὁρίσῃ ἕνα ὑπάλληλόν της ὁ ὁποῖος θὰ ἀσχολῆται καθ' ὁλοκληρίαν μὲ τὸ ἔργον τοῦτο καὶ ὁποῖος θὰ εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν συνεργσίαν μὲ τὴν Σύμπραξιν ὅσον ἀφορᾷ τὴν λειτουργίαν τοῦ προγράμματος.

Ζ. 'Η Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει νὰ διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῆς Συμπράξεως εἰς ὅλας τὰς φάσεις του συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ὑποδοχῆς καὶ κινήσεως ὅλων τῶν συνεργείων τῶν ἐνεργούντων διὰ λογαριασμὸν τῆς Συμπράξεως. 'Η Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ρύθμισιν τῶν δεόντων διατυπώσεων σχετικῶς μὲ τὰ δικαιώματα διαβάσεως (τράνζιτ) καὶ προσγειάσεως ἀεροπλάνων χρησιμοποιουμένων παρὰ τῆς συμπράξεως καὶ σχετιζομένων μὲ τὸ ἔργον της.

Η. 'Η Οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις ἐκ μέρους τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως παρέχεται ὡς ἐπιχορήγησις εἰς τὴν Σύμπραξιν καταβαλλομένη ὑπὸ τοῦ 'Υπουργείου 'Υγιεινῆς Διὰ τὸ Οἰκονομικὸν ἔτος 1948-49 ἀρχόμενον ἀπὸ 1ης 'Ιουλίου 1948

ἡ ἐπιχορήγησις ὁρίζεται εἰς τὸ ποσὸν τῶν 1.200.000,000 δραχ. πρὸς κάλυψιν τῶν τεχνικῶν καὶ διοικητικῶν ἐξόδων ἢ δαπανῶν καταβλητέων εἰς Ἑλληνικὸν νόμισμα συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐξόδων μισθοδοσίας προσωπικοῦ προσληφθησομένου ἐπιτοπίως παρὰ τῆς Συμπράξεως ὡς καὶ τὰ ἔξοδα ὑποδοχῆς ἐκφορτώσεως, ἀποθηκεύσεως μεταφορᾶς καὶ διανομῆς τῶν ὑπὸ τῆς Συμπράξεως χρησιμοποιουμένων ἐφοδίων. Εἰς τὸ ποσὸν τῶν δραχμῶν τούτων θέλουσι συμπεριληφθῆ ἔξοδα καταβλητέα εἰς Ἑλληνικὸν νόμισμα προοριζόμενα διὰ τὴν στέγασιν καὶ σιδηροδρομικὰ ἔξοδα παρὰ τῆς Συμπράξεως δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου προσληθέντος προσωπικοῦ τὴν ἐγκατάστασιν, ἐφοδιασμὸν καὶ συντήρησιν τῶν συνεργείων τῶν ἐγκατασταθησομένων εἰς κεντρικὰ σημεῖα ἐν συνδιασμῷ μετὰ τοῦ ἀπαιτουμένου προσωπικοῦ γραφείου καὶ ἄλλης βοηθείας καὶ τὴν ταχυδρομικήν, τηλεγραφικὴν καὶ τηλεφωνικὴν ἐπικοινωνίαν διὰ τὰς ἐξουσιοδοτημένας ἐνεργείας τῶν ἀξιωματούχων καὶ τοῦ ἀνωθι ἀναφερομένου Γραφείου. Παρὰ τῆς Συμπράξεως συντάσσεται προϋπολογισμὸς ἀναλυτικὸς τῶν πραγματοποιητέων ἐσόδων καὶ ἐξόδων διὰ τὸ οἰκονομικὸν ἔτος ὅστις ἐγκρίνεται ὑπὸ τῶν Ὑπουργῶν Ὑγιεινῆς καὶ Οἰκονομικῶν. Ἡ ἐκτέλεσις τῶν δαπανῶν ἐνεργεῖται ἐντὸς τῶν πιστώσεων τοῦ ἐγκεκριμένου προϋπολογισμοῦ καὶ κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Συμπράξεως καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὑπ' αὐτῆς καθοριζομένων δικαιολογητικῶν. Τὰ ἐντάλματα πληρωμῆς θὰ ὑπογράφωνται ὑπὸ Συνδέσμου τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν ὅστις δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν θέλει διατεθῆ εἰς τὴν σύμπραξιν καὶ ὅστις θὰ ἐλέγχῃ τὴν ἔκδοσιν αὐτῶν ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐγκεκριμένου προϋπολογισμοῦ καὶ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Διευθυντοῦ τῆς συμπράξεως ἢ τῶν καταλλήλως ἐξουσιοδοτημένων ἀντιπροσώπων των. Εἰς τὸ τέλος ἑκάστου τριμήνου συντάσσεται λογιστικὴ κατάστασις τῶν πραγματοποιουμένων ἐσόδων καὶ ἐξόδων τῆς συμπράξεως ἥτις ὑποβάλλεται εἰς τοὺς Ὑπουργοὺς Ὑγιεινῆς καὶ Οἰκονομικῶν. Εἰς τοὺς αὐτοὺς Ὑπουργοὺς ὑποβάλλεται εἰς τὸ τέλος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους ὁ πλήρης ἀπολογισμὸς τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων τῆς συμπράξεως Τὰ ἀδιάθετα ὑπόλοιπα ἐσόδων ἑκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους μεταφέρονται εἰς τὸ ἑπόμενον οἰκονομικὸν ἔτος ἐφ' ὅσον ἤθελε παραταθῆ ἡ σύμβασις ἄλλως ἀποδίδονται εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Δημόσιον.

Ἄρθρον III

Ἀπαλλαγὴ Φορολογίας

Α. Ἡ Σύμπραξις οἱ πόροι της, ἡ περιουσία της καὶ αἱ πάσης φύσεως πράξεις καὶ συναλλαγαί της θὰ ὦσιν ἀπηλλαγμέναι παντὸς φόρου δικαιώματος τελῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὲρ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου, Δήμων Κοινοτήτων καὶ παντὸς τρίτου. Ἡ Σύμπραξις θὰ εἶναι ἐπίσης ἀπηλλαγμένη πάσης ὑποχρεώσεως διὰ τὴν εἰσπραξιν ἢ πληρωμὴν οἱουδήποτε φόρου, δικαιώματος τελῶν ἢ δασμῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ὑπὲρ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου, Δήμων, Κοινοτήτων καὶ παντὸς τρίτου.

Β. Τὰ ὑπὸ τῆς Συμπράξεως κομιζόμενα εἴδη καὶ ὑλικὰ τὰ προοριζόμενα ἀποκλειστικῶς δια τὴν ἐκπλήρωσιν τοῦ διὰ τῆς συμπράξεως ἐπιδιωκομένου, σκοποῦ ἀπαλλάσσονται ἐγκρίσει του Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν των καὶ μεταφορὰ των ἐντὸς τῆς χώρας τῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν φόρων, δικαιωμάτων καὶ τελῶν τῶν εἰσπρατομένων ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου, Δήμων Κοινοτήτων καὶ παντὸς τρίτου.

Ὁμοίως ἀπολαύσωσι κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον τῆς αὐτῆς ἀπαλλαγῆς τὰ εἴδη οἰκειακῆς καὶ ἀτομικῆς χρήσεως τῶν ἀλλοδαπῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἀλλοδαπῶν ὑπαλλήλων τῆς Συμπράξεως τῶν μὴ μονίμως ἐγκατεστημένων ἐν Ἑλλάδι, ἐξαιρουμένων τῶν τροφίμων καὶ λοιπῶν εἰδῶν καταναλώσεως κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν Ἡ ἀπαλλαγὴ αὕτη χορηγεῖται κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου καὶ βεβαιώσεως του Προέδρου τῆς Συμπράξεως περὶ τῆς ἰδιότητος καὶ ἀναγκῶν τοῦ αἰτοῦντος.

Γ. Ἡ Κυβέρνησις θὰ προβῇ εἰς τὰς ἀπαιτουμένας ἐνεργείας πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν προαναφερομένων ἀρχῶν. Ἐπὶ πλέον ἡ Κυβέρνησις θὰ προβῇ εἰς οἱανδήποτε ἄλλην ἐνδεικνυομένην ἐνέργειαν ὅπως διασφαλισθῇ ὅτι ἐφόδια καὶ ὑπηρεσίαι παρεχόμενα ὑπὸ τῆς Σύμπράξεως δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς οἱανδήποτε φόρον, δικαίωμα, τέλος, ἢ δασμὸν εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἐπέρχεται ἐκ τούτου μείωσις τῶν πόρων τῆς Συμπράξεως.

Ἄρθρον IV

Προνόμια καὶ Ἀτέλειαι

Ἡ Κυβέρνησις θὰ χορηγήσῃ εἰς τὴν Σύμπραξιν, τὸ ἀλλοδαπὸν προσωπικὸν αὐτῆς καὶ τὰ ἀλλοδαπὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς τὰ προνόμια καὶ ἀτελείας τὰ διαλαμβανόμενα εἰς τὴν γενικὴν συνθήκην περὶ προνομίων καὶ ἀτελειῶν ἥτις ὑιοθετήθη ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Η.Ε τὴν 13ην Φεβ. 1946, τὴν κυρωθεῖσαν διὰ τοῦ Ν. 412)1947

Ἄρθρον V

Ἡ παροῦσα σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης θὰ ἰσχύσῃ μέχρι τέλους τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1948–1949, δύναται ὅμως νὰ ἐπεκταθῇ δι' ἓν ἔτος ἢ ὀλιγώτερον ἀκόμη δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας ἀμφοτέρων τῶν μερῶν ἀμφότεραι ἔχουσαι τὰς αὐτὰς ἀναλόγως οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις κ.λ.π. ὡς καὶ κατὰ τὸ οἰκονομικὸν ἔτος 1948–49.

Ἄρθρον VI.

Εἰς περίπτωσιν διαφωνίας ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν καὶ τήρησιν τῶν ὅρων τῆς παρούσης συμβάσεως ἡ διαφορὰ θὰ παραπέμπηται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν προγράμματος τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου (Program Committe of the Executive Board of the fund) πρὸς λῆψιν τῆς προσηκούσης ἐνεργείας.

Ἐφ' ᾧ καὶ οἱ συμβαλλόμενοι προσυπογράφουν τὴν παροῦσαν σύμβασιν εἰς διπλοῦν Ἀγγλιστὶ τε καὶ Ἑλληνιστὶ ἐν Ἀθήναις τῇ Ι ῃ ἡμέρᾳ τοῦ μηνὸς Ὀκτωβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ τεσσαρακοστοῦ ὀγδόου 1948) ἔτους.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν

ὑπογ.

Ὑπουργὸς Ὑγιεινῆς

ὑπογ. Ὑπουργὸς Οἰκονομικῶν

Ὑπογ. Ὑπουργὸς Συντονισμοῦ

Διὰ τὸ Διεθνὲς Ταμεῖον Ἐπειγούσης Περιθάλψεως τοῦ Παιδιοῦ (ὑπογρ.)

Σύνδεσμος διὰ τὸ πρόγραμμα B.C.G Δεόντων ἐξουσιοδοτημένος δι' ἐγγράφου

Διὰ τὸν Δανικὸν Ἐρυθρὸν Σταυρόν

(ὑπογρ.)

Τεχνικὸς Δ)ντὴς διὰ τὴν Σύμπραξιν δεόντων ἐξουσιοδοτημένος δι' ἐγγράφου.

(3)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1283.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Βηρυτῷ δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν ἀπὸ 1ης καὶ 10ης Σεπτεμβρίου 1947 συναφθείσης συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Λιβάνου περὶ καταργήσεως τῶν ἐν Λιβάνῳ Μικτῶν Δικαστηρίων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΕ' τῆς 21 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀποφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Βηρυτῷ δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν ἀπὸ 1ης καὶ 10ης Σεπτεμβρίου 1947, ὧν τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει, συναφθεῖσα συμφωνία μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Λιβάνου περὶ καταργήσεως τῶν ἐν Λιβάνῳ Μικτῶν Δικαστηρίων ὁριζομένης τῆς ἰσχύος αὐτῆς ἀπὸ 10ης Σεπτεμβρίου 1947.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, ΔΗΜ. ΧΕΛΜΗΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜΑΝ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

LEGATION R. DE GRÉCE

EN SYRIE ET AU LIBAN

No 1187 D)2 Beyrouth, le 1er septembre 1947

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence ce qui suit:

Le Gouvernement Royal Héllénique considère qu'à la suite de la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban, la juridiction capitulaire desTribunaux Consulaires Helléniques aurait dû, en théorie pure, être rétablie et maintenue jusqu'àla conclusion d'un accord portant suppression de cette juridiction.

Cependant tenant compte du fait que le Gouvernement Libanais n'est pas d'accord sur ce principe et ne désirant pas insister sur l'acceptation de son propre point de vue, le Gouvernement Hellénique admet la suppression des Trilbunaux Mixtes à partir du 1er Janvier 1947, dans les conditions suivantes ;:

En ce qui concerne le régime juridique des ressortissants hellènes au Liban, le Gouvernement Royal Hellénique admet naturellement qu'à l'avenir ils doivent être soumis à la juridiction pleine et entière des Tribunaux Nationaux Libanais de tous les degrés D'autre part, le Gouvernement Hellénique est persuadé que le Gouvernement Libanais est disposé à adopter à titre de réciprocité en ce qui concerne le statut personnel des ressortissants Hellènes, le principe admis dans la majorité des pays, à savoir : l'application à leur égard de leur loi nationale.

L'acceptation de ce principe aurait comme conséquence l'application des lois helléniques aux ressortissants hellènes au Liban, dans toutes les questions relatives au statut personnel en général,telles que le mariage, les droits et obligations conjugaux, le divorce, la séparation judiciaire, le régime matrimonial, la paternité la filiation, la légitimation, l'adoption, la capacité des personnes et la majorité, l'interdiction, la succession testamentaire ou ab intestat, le partage des héritages et leur réglement, etc....

De même, la loi libanaise serait appliquée en Grèce aux ressortissants libanais dans les mêmes conditions.

Il est bien entendu que les autorités compétentes du pays de l'interéssé fourniront, s'il est nécessaire, aux autorités judiciaires de l'autre pays, les informations concernant les lois traitant les matières sus-anoncées.

Il est également entendu, que les ressortissants hellènes bénéficieront automatiquement au Liban de tout avantage qui serait maintenu, reconnu ou accordé, de fait ou de droit, à des étrangers, en matière juridictionelle.

J'espère que votre Excellence aura l'obligeance de me communiquer le plus tôt possible l'assentiment du Gouvernement Libanais aux propositions formulées ci-dessus et saisis cette occasion pour vous réitérer les assurances de ma très haute considération.

N. Hadjivassiliou
Chargé d'Affaires a. i. de Grèce
Au Liban

Son Excellence
Monsieur Hamid Frangie
Ministre des Affaires Etrangères
etc.etc.etc.
Beyrouth

RÉPUBLIQUE LIBANAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES

ET DES LIBANAIS D'OUTRE MER

Service Politique

No 798)S

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre No 1187 D)2 du 1er Septembre 1947, par laquelle vous aviez bien voulu me communiquer ce qui suit, d'ordre de votre Gouvernement :

«Le Gouvernement Royal Hellénique considère qu'à

la suite de la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban [a Juridiction capitulaire des Tribunaux Consulaires Helléniques aurait dû, en théorie pure, être rétablie et maintenue jusqu'à la conclusion d'un accord portant suppression de cette juridiction.

Cependant. tenant compte du fait que le Gouvernement Libanais n'est pas d'accord sur ce principe, et ne désirant pas insister sur l'acceptation de son propre point de vue, le Gouvernement Hellénique admet la suppression des Tribunaux Mixtes à partir du 1er Janvier 1947, dans les conditions suivantes :

En ce qui concerne le régime juridique des ressortissants helléniques au Liban, le Gouvernement Royal hellénique admet naturellement qu'à l'avenir ils doivent être soumis à la juridication pleine et entière des Tribunaux Nationaux Libanais de tous les degrés. D'autre part, le Gouvernement Hellénique est persuadé que le Gouvernement libanais est disposé à adopter, à titre de réciprocité, en ce qui concerne le statut personnel des ressortissants Hellènes, le principe admis dans la majorité des pays, à savoir : l'application à leur égard de leur loi nationale.

L'acceptation de ce principe aurait comme conséquence l'application des lois helléniques aux ressortissants hellènes au Liban, dans toutes les questions relatives au statut personnel en général,telles que le mariage, les droits et obligations conjugaux, le divorce la séparation judiciaire, le régime matrimonial, la paternité, la filiation, la légitimation, l'adoption, la capacité des personnes et la majorité, l'interdiction, la succession testamentaire ou ab intestat, le partage des héritages et leur réglement, etc. etc. etc.

De même la loi libanaise serait appliquée en Grèce aux ressortissants libanais dans les mêmes conditions.

Il est bien entendu que les autorités compétentes du pays de l'intéressé fourniront, s'il est nécessaire, aux autorités judiciaires de l'autre pays, les informations concernant les lois traitant les matières sus -énoncées.

Il est également entendu , que les ressortissant hellènes bénéficieront automatiquement au Liban de tout avantage qui serait maintenu, reconnu ou accordé de fait ou de droit, à des étrangers, en matière juridictionnelle.»

J'ai l'honneur de vous communiquer l'assentiment du Gouvernement Libanais aux propositions formulées ci-dessus, et saisis cette occation pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Beyrouth, le 10 Septembre 1947

Le Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires Etrangères
par interim
Signé : Riad Solh

Monsieur Hadji Vassiliou
Chargé d'Affaires a.i. de Grèce.
Beyrouth

Β. ΠΡΕΣΒΕΙΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΕΝ ΣΥΡΙΑ ΚΑΙ ΛΙΒΑΝΩ

'Αριθ. 1187 Δ)2.

'Εν Βηρυτῷ τῇ 1η Σεπτεμβρίου 1947

Κύριε 'Υπουργέ.

"Εχω τὴν τιμήν, κατόπιν ἐντολῆς τῆς Κυβερνήσεώς μου, νὰ φέρω εἰς γνῶσιν 'Υμῶν τὰ κάτωθι:

'Η 'Ελληνικὴ Β. Κυβέρνησις θεωρεῖ ὅτι, μετὰ τὴν κατάργησιν τῶν ἐν Λιβάνῳ Μικτῶν Δικαστηρίων, ἡ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διομολογήσεων δικαιοδοσία τῶν 'Ελληνικῶν Προξενικῶν Δικαστηρίων θὰ ἔδει, θεωρητικῶς, νὰ ἀποκατασταθῇ καὶ διατηρηθῇ μέχρι τῆς συνάψεως συμφωνίας καταργούσης τὴν δικαιοδοσίαν ταύτην.

Οὐχ' ἧττον λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Κυβέρνησις τοῦ Λιβάνου δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὴν ἀρχὴν ταύτην καὶ μὴ ἐπιθυμοῦσα νὰ ἐπιμείνῃ εἰς τὴν ἀποδοχὴν τῆς ἰδίας αὐτῆς ἀπόψεως, ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις ἀποδέχεται τὴν κατάργησιν τῶν Μικτῶν Δικαστηρίων ἀπὸ τῆς 1ης 'Ιανουαρίου 1947 ὑπὸ τὰς ἀκολούθους προϋποθέσεις:

"Οσον ἀφορᾷ τὸ νομικὸν καθεστὼς τῶν ἐν Λιβάνῳ 'Ελλήνων ὑπηκόων, ἡ 'Ελληνικὴ Β. Κυβέρνησις ἀποδέχεται ὅπως οὗτοι ὑπαχθῶσι μελλοντικῶς εἰς τὴν πλήρη δικαιοδοσίαν τῶν ἐθνικῶν Δικαστηρίων τοῦ Λιβάνου ὅλων τῶν βαθμῶν. 'Εξ ἄλλου, ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις πέποιθεν ὅτι ἡ Λιβανικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀποδεχθῇ, ἐπ' ἀμοιβαιότητι καὶ καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν προσωπικὸν θεσμὸν τῶν 'Ελλήνων ὑπηκόων, τὴν παρὰ τῇ πλειονότητι τῶν χωρῶν κρατοῦσαν ἀρχήν, ἤτοι τὴν ἐν σχέσει πρὸς αὐτοὺς ἐφαρμογὴν τοῦ πατρίου δικαίου των.

'Η ἀποδοχὴ τῆς ἀρχῆς ταύτης θὰ εἶχεν ὡς συνέπειαν τὴν διὰ τοὺς ἐν Λιβάνῳ "Ελληνας ὑπηκόους ἐφαρμογὴν τῶν 'Ελληνικῶν νόμων ἐπὶ πάντων ἐν γένει τῶν σχετικῶν πρὸς τὸν προσωπικὸν θεσμὸν ζητημάτων, ὡς ὁ γάμος , τὰ συζυγικὰ δικαιώματα καὶ αἱ συζυγικαὶ ὑποχρεώσεις, τὸ διαζύγιον, ὁ χωρισμὸς ἀπὸ τραπέζης καὶ κοίτης, τὸ γαμικὸν καθεστώς, ἡ πατρότης, ἡ ἀναγνώρισις, ἡ νομιμοποίησις τέκνου, ἡ υἱοθεσία, ἡ δικανικὴ ἱκανότης καὶ ἡ ἐνηλικίωσις, ἡ ἀπαγόρευσις, ἡ ἐκ διαθήκης ἢ ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχή, ἡ διανομὴ καὶ ἐκκαθάρισις κληρονομιῶν κλπ.

'Ομοίως ὁ Λιβανικὸς νόμος θὰ ἐφαρμόζετο ἐν 'Ελλάδι προκειμένου περὶ ὑπηκόων τοῦ Λιβάνου, ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους.

Οἰκοθεν νοεῖται ὅτι αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς χώρας τοῦ ἐνδιαφερομένου θὰ παρέχωσιν ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δικαστικὰς ἀρχὰς τῆς ἑτέρας χώρας πληροφορίας περὶ τῶν διεπόντων τὰ ἀνωτέρω ζητήματα κειμένων νόμων.

Οἰκοθεν ἐπίσης νοεῖται ὅτι οἱ "Ελληνες ὑπήκοοι θὰ ἀπολαύωσιν αὐτομάτως ἐν Λιβάνῳ παντὸς, ὑπὸ ἔποψιν ἀπονομῆς δικαιοσύνης, πλεονεκτήματος, ὅπερ θὰ διετηρεῖτο ἀνεγνωρίζετο ἢ παρείχετο, de facto ἢ de jure, εἰς ξένους ὑπηκόους.

'Ελπίζω ὅτι ἡ 'Υμετέρα 'Εξοχότης θέλει εὐαρεστηθῇ νὰ μοὶ γνωρίσῃ, τὸ ταχύτερον δυνατόν, τὴν συγκατάθεσιν τῆς Λιβανικῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω διατυπωθεισῶν προτάσεων, δράττομαι δὲ τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἀνανεώσω τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ὑψίστης πρὸς 'Υμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ν. ΧΑΤΖΗΒΑΣΙΛΕΙΟΥ

'Επιτετραμμένος τῆς 'Ελλάδος ἐν Λιβάνῳ.

Αὐτοῦ 'Εξοχότητα
Κύριον Hamid Frangie,
'Υπουργὸν τῶν 'Εξωτερικῶν κλπ., κλπ.,
Βηρυτόν.

ΛΙΒΑΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΛΙΒΑΝΙΩΝ ΤΟΥ ΕΞΩΤΕΡΙΚΟΥ

ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ

'Αριθ. 798)Σ

Κύριε 'Επιτετραμμένε.

"Εχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν λῆψιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 1187 Δ)2 ἀπὸ 1 Σεπτεμβρίου 1947 ἐπιστολῆς σας, δι' ἧς, ἐντολῇ τῆς Κυβερνήσεώς σας, μοὶ ἐγνωρίσατε τὰ ἀκόλουθα:

«'Η 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θεωρεῖ ὅτι, μετὰ τὴν κατάργησιν τῶν ἐν Λιβάνῳ Μικτῶν Δικαστηρίων, ἡ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διομολογήσεων δικαιοδοσία τῶν 'Ελληνικῶν

Προξενικῶν Δικαστηρίων θὰ ἔδει, θεωρητικῶς, νὰ ἀποκατασταθῇ καὶ διατηρηθῇ μέχρι τῆς συνάψεως συμφωνίας καταργούσης τὴν δικαιοδοσίαν ταύτην.

Οὐχ' ἧττον, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Κυβέρνησις τοῦ Λιβάνου δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὴν ἀρχὴν ταύτην καὶ μὴ ἐπιθυμοῦσα νὰ ἐπιμείνῃ εἰς τὴν ἀποδοχὴν τῆς ἰδίας αὐτῆς ἀπόψεως, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀποδέχεται τὴν κατάργησιν τῶν Μικτῶν Δικαστηρίων ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1947 ὑπὸ τὰς ἀκολούθους προϋποθέσεις.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ νομικὸν καθεστὼς τῶν ἐν Λιβάνῳ Ἑλλήνων ὑπηκόων, ἡ Ἑλληνικὴ Β. Κυβέρνησις ἀποδέχεται ὅπως οὗτοι ὑπαχθῶσι μελλοντικῶς εἰς τὴν πλήρη δικαιοδοσίαν τῶν ἐθνικῶν Δικαστηρίων τοῦ Λιβάνου ὅλων τῶν βαθμῶν. Ἐξ ἄλλου, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις πέποιθεν ὅτι ἡ Λιβανικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀποδεχθῇ, ἐπ' ἀμοιβαιότητι καὶ καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν προσωπικὸν θεσμὸν τῶν Ἑλλήνων ὑπηκόων, τὴν παρὰ τῇ πλειονότητι τῶν χωρῶν κρατοῦσαν ἀρχήν, ἤτοι τὴν ἐν σχέσει πρὸς αὐτοὺς ἐφαρμογὴν τοῦ πατρίου δικαίου των.

Ἡ ἀποδοχὴ τῆς ἀρχῆς ταύτης θὰ εἶχεν ὡς συνέπειαν τὴν διὰ τοὺς ἐν Λιβάνῳ Ἕλληνας ὑπηκόους ἐφαρμογὴν τῶν Ἑλληνικῶν νόμων ἐπὶ πάντων ἐν γένει τῶν σχετικῶν πρὸς τὸν προσωπικὸν θεσμὸν ζητημάτων, ὡς ὁ γάμος, τὰ συζυγικὰ δικαιώματα καὶ αἱ συζυγικαὶ ὑποχρεώσεις, τὸ διαζύγιον, ὁ χωρισμὸς ἀπὸ τραπέζης καὶ κοίτης, τὸ γαμικὸν καθεστὼς, ἡ πατρότης, ἡ ἀναγνώρισις, ἡ νομιμοποίησις τέκνου, ἡ υἱοθεσία, ἡ δικανικὴ ἱκανότης καὶ ἡ ἐνηλικίωσις, ἡ ἀπαγόρευσις, ἡ ἐκ διαθήκης ἢ ἐξ ἀδιαθέτου διαδοχή, καὶ ἡ διανομὴ καὶ ἐκκαθάρισις περιουσιῶν κλπ.

Ὁμοίως ὁ Λιβανικὸς νόμος θὰ ἐφηρμόζετο ἐν Ἑλλάδι προκειμένου περὶ ὑπηκόων τοῦ Λιβάνου, ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους.

Οἰκοθεν νοεῖται ὅτι αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς χώρας τοῦ ἐνδιαφερομένου θὰ παρέχωσιν, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δικαστικὰς ἀρχὰς τῆς ἑτέρας χώρας πληροφορίας περὶ τῶν διεπόντων τὰ ἀνωτέρω ζητήματα κειμένων νόμων.

Οἰκοθεν ἐπίσης νοεῖται ὅτι οἱ Ἕλληνες ὑπήκοοι θὰ ἀπολαύωσιν αὐτομάτως ἐν Λιβάνῳ παντὸς ὑπὸ ἔποψιν ἀπονομῆς δικαιοσύνης πλεονεκτήματος, ὅπερ θὰ διετηρεῖτο, ἀνεγνωρίζετο ἢ παρείχετο, de facto ἢ de jure, εἰς ξένους ὑπηκόους».

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὴν συγκατάθεσιν τῆς Λιβανικῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω διατυπωθεισῶν προτάσεων, δράττομαι δὲ τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἀνακοινώσω τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ὑψηλῆς πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ἐν Βηρυτῷ, τῇ 10 Σεπτεμβρίου 1947.

Ὁ Πρωθυπουργὸς καὶ προσωρινῶς
ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργὸς
ΡΙΑΔ ΣΟΛΧ

Κύριον Χατζηβασιλείου
Ἐπιτετραμμένον a. i. τῆς Ἑλλάδος ἐν Βηρυτῷ.

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)